



***F.S.U.* Déclaration FSU au CTSD du 04 février 2016**

Madame la Directrice Académique, Mesdames, Messieurs

Ce CTSD se tient après une nouvelle journée de forte mobilisation dans les collèges contre la réforme qui a montré encore une fois l'opposition d'une majorité de la profession sur cette question.

Depuis, aucune réponse de la Ministre de l'Education Nationale qui continue sa politique de l'autruche. Lamentable conception du dialogue social !

Il n'en demeure pas moins que si la profession conteste toujours autant cette réforme, on ne peut plus lui rétorquer que c'est qu'elle ne la connaît pas bien. La plupart des collègues a assisté, souvent contraint et forcé par la menace d'un retrait de salaire, à des « formations ». Quel visage de la formation continue est ainsi donné ? Quel aveu de montrer ainsi qu'on veut faire passer une réforme contre vents et marées ! Nous demandons à ce qu'aucun retrait sur salaire ne soit effectué pour absence à une formation.

Et le moins que l'on puisse dire, c'est que ces journées se sont plus apparentées à des tentatives de formatage qu'à de véritables formations. La plupart des questions précises qui ont été posées n'ont eu aucune réponse. Lorsque les collègues ont demandé des exemples d'EPI, on leur a répondu soit de faire comme avant, soit que c'était à eux d'inventer le collège de demain, bref les pirouettes habituelles lorsqu'on est en difficulté. Nous avons même des exemples de journées de formation où on a demandé aux collègues de ne pas prendre de notes et où on a ramassé les documents présentés pour ne pas laisser de traces !

Les collègues sont donc revenus dans leur établissement non pas formés (déformés peut-être ?) mais tout aussi inquiets pour l'an prochain avec le devoir de bricoler quelque chose pour la rentrée prochaine tout en essayant de tirer un peu la couverture à eux : eh oui, des IPR demandent par exemple aux collègues de faire en sorte que l'AP se fasse plutôt dans leur discipline que dans une autre ... Avant même sa mise en place, cette réforme montre les dérives qu'elle a en germe. Et les collègues ont bien compris que la réunionite avait définitivement acquis ses lettres de noblesse s'ils voulaient pouvoir fonctionner le moins mal possible.

Nous demandons de limiter les montages difficiles (baretages multiples) qui vont compliquer les emplois du temps et multiplier le nombre d'intervenants face aux élèves.

Les dotations des collèges que vous nous présentez pour la mise en place de la réforme, sont souvent comparables, à quelques exceptions près, à celle de cette année. Il faut faire passer la pilule de la réforme avec le moins de remous possibles. Cela étant, en y regardant de plus près, on est loin de l'amélioration promise dans les conditions de travail des élèves et des enseignants : le h/e (tiens, il ne figure plus dans les documents fournis !) n'est en augmentation que dans 12 collèges sur 31 et en baisse sensible dans 3 établissements. Insistons particulièrement sur la baisse de 1,45 à 1,25 dans le collège de Puisaye. La promesse de dotation supplémentaire comme 3 petits collèges n'a pas été tenue bien longtemps ... 7 ans !

Selon le plan communication du ministère, la réforme devait permettre plus de travaux en petits groupes, des classes moins chargées : nous voudrions bien savoir comment avec ces dotations et nous pensons que nous en serons bien loin.

Et au-delà de la dotation présentée aujourd'hui, nous voudrions savoir combien il y aura de créations de postes d'AED : sinon cela va se traduire par le fait que les collèges vont pousser les élèves hors des collèges le plus tôt possible faute de moyens pour les encadrer (c'est d'ailleurs ce qu'a suggéré un des IPR vie scolaire).

Nous nous inquiétons des conséquences de la mise en place de la réforme sur la pérennité d'un certain nombre de postes en collège : des postes apparaissent désormais menacés dans un certain nombre d'établissements et le nombre de compléments de services risque d'exploser. Nous demandons la transformation d'HSA en heures postes pour limiter ce phénomène.

Inquiétude également concernant la carte des langues : y aura-t-il suffisamment de professeurs d'espagnol pour assurer cet enseignement ? Quand aurons-nous une carte des langues définitive ? Il semblerait que les choses bougent encore notamment sur les bilangues : nous demandons l'égalité sur le département et que ce ne soit pas un moyen de contourner la carte scolaire.

Inquiétude aussi concernant les Segpa dont les moyens baissent de 16 h pour des capacités d'accueil identiques. Comment justifier cette diminution ? Est-ce une conséquence de la nouvelle circulaire ? Nous demandons également une clarification des procédures pour intégrer une Segpa en 6^{ème} notamment.

Les Ministres passent, mais les collègues restent et ce sont eux qui doivent composer avec les réformes qu'ils leur ont laissées. Une réforme qui n'a pas reçu l'adhésion des collègues est un échec assuré, la réforme des lycées en est une bonne illustration. Que dire de celle du collège ? Si la ministre refuse toujours tout dialogue, les collègues feront comme d'habitude : ils trouveront un modus vivendi afin qu'eux et leurs élèves la vivent le moins mal possible mais l'Education n'y aura rien gagné et les personnels iront au travail avec encore un peu plus de mal-être. Quel gâchis !

C'est pourquoi, Madame l'Inspectrice d'Académie, nous tenions, en tant que représentants des personnels, à vous exprimer à travers cette déclaration toute la colère de la profession devant tant de mépris.

Colère encore, quand elle apprend la fermeture annoncée d'un collège par le Conseil Départemental, avant même d'en discuter dans les instances officielles. Il transparait des différents articles de presse que nos élus perçoivent avant tout l'Education comme un coût et non comme une chance : pourquoi la nécessité d'ouvrir un collège dans le nord du département devrait conduire à en fermer un par exemple sur Auxerre ? Avec des pseudo-arguments de mixité sociale quitte à faire exploser les effectifs des collèges restant dans l'auxerrois. Nous demandons que l'Education Nationale se prononce fermement contre cette éventualité qui conduirait à des collèges d'une taille bien trop importante.

Quand arrêtera-t-on cette politique de gribouille dans l'Education ?